

Cinq ans après, toujours pas de Justice pour Agnès Dury

Action contre la Faim, 27 décembre 2012 ASSASSINAT D'AGNES DURY AU BURUNDI : 5 ANS ET ENQUETE TOUJOURS DANS L'IMPASSE Paris, 27 décembre 2012 - Cinq ans après le meurtre d'Agnès Dury, humanitaire engagée dans l'action contre la Faim, elle a été assassinée, le 31 décembre 2007, au Burundi. Les circonstances de ce drame et les raisons qui y ont mené ne sont toujours pas élucidées ; les procédures en France et au Burundi s'enlisent en l'absence de coopération entre les deux pays. Pas de réelle implication du Burundi après la visite en France en avril 2012 de Valentin Bagorikunda, le Procureur Général du Burundi, et l'assurance de la réelle implication de la justice burundaise dans l'enquête sur le meurtre d'Agnès, les parties civiles avaient repris espoir. En effet, sa visite au TGI de Mâcon et sa rencontre avec le juge d'instruction ainsi que la procureur devait relancer positivement les procédures dans les deux pays. Malheureusement, ces promesses n'ont pas été suivies et 8 mois plus tard l'enquête est bloquée. Manque de volonté de la justice française Aucune stratégie d'enquête n'a été proposée aux parties civiles et procédures. Le manque d'engagement de la juge d'instruction française, reflété par le peu de soutien de la Procureur des conséquences désastreuses pour l'affaire : des actes demandés depuis plus d'un an sont toujours en attente exécutés. Dans cette affaire, la justice française semble aussi défaillante que la justice burundaise, qui n'a pourtant pas les mêmes moyens. Motivation sans faille des parties civiles Malgré cet état de fait, les parties civiles continuent leur combat pour la justice. Au-delà de l'affichage d'une volonté politique au Burundi et en France, elles demandent des progrès réels et concrets dans l'enquête, et que toutes les pistes soient prises en considération. Les parties civiles regrettent que la France soit aussi peu engagée dans cette dramatique affaire et demandent à ce que les ministères de l'intérieur, de la justice et des affaires étrangères travaillent conjointement pour faire avancer l'enquête dans les deux pays.